POUR JACQUES SERVIER, LE MEDIATOR N'A FAIT QUE TROIS MORTS PARMI LES UTILISATEURS

La Cour des comptes se paye une visite des musées nationaux

LE ministère de la Culture a perdu les clés des musées nationaux. C'est ce que constate un prérapport de la Cour des comptes, qui a enquêté sur les politiques gouvernementales menées dans les musées au cours de la dernière décennie. En 160 pages, ce document, rédigé par les magistrats de la 3e chambre, pointe « *l'affaiblissement sans doute irréversible* » de la Rue de Valois au profit des musées eux-mêmes, « *presque totalement autonomes pour leur stratégie et presque totalement dépendants pour leur financement* ». Le ton est si désagréable pour les ministres de la Culture que l'actuel titulaire du poste fait des pieds et des mains pour que le rapport ne soit pas rendu public. Encore une réussite.

La Cour dénonce, en particulier, trois dérives : une autonomie mal maîtrisée, des opérations de mécénat plutôt favorables… aux mécènes, et une très coûteuse gratuité accordée aux moins de 25 ans.

Indépendance de Saint-Guy

Depuis 2003, la loi oblige l'Etat et les musées nationaux à signer entre eux des conventions. Aussi bien pour la gestion des emplois, dans chaque établissement, que pour l'acquisition d'œuvres. Or, observe la Cour des comptes, « *la volonté et les instruments d'un pilotage national n'ont pas été trouvés* ». Autrement dit : chaque musée fait, dans son coin, ce qu'il veut. N'oubliant pas, au passage, de puiser dans les caisses de l'Etat. En fait de financement autonome, « *il n'a été que timidement envisagé, et jamais réalisé, de substitution partielle et progressive des ressources propres* (de chaque musée) *aux financements de l'Etat* ». Selon les calculs de la Cour, entre 2005 et 2010, ce sont près de 74 millions d'euros supplémentaires que la Culture a consacrés au budget des musées. Très loin de « *l'autofinancement* » promis en 2002.

Mécène de ménage

Afin de renforcer leur « *autonomie* » financière, le Louvre, le château de Versailles, Orsay, etc. ont été invités à développer le mécénat. Au lendemain de sa réélection, en mai 2002, Chirac leur donne un précieux coup de main, en annonçant le doublement des avantages fiscaux pour les généreux donateurs. Certaines boîtes flairent la générosité à bon marché. Ainsi, en 2008, Chanel signe un chèque (modeste) de 45 000 euros en faveur du château de Versailles. Or la valeur des contreparties (invitations, visites privées) est estimée à 23 000 euros. Quant à l'avantage fiscal, il s'élève à 18 000 euros. Au bout du compte, la générosité de Chanel se limite à 4 000 euros…

A Chambord, une boîte de BTP a fait mieux. Entre 2004 et 2007, elle prend en charge la restauration du célèbre escalier à double hélice du château. En un an, l'estimation du montant des travaux passe de 192 000 euros à 1 million. L'avantage fiscal suit. Précision de la Cour des comptes : « *Les études ont été effectuées* » par l'entreprise mécène elle-même. Cette astuce, écrivent les magistrats, a permis de « *soustraire l'opération mécenée aux mécanismes de* (…) *mise en concurrence de la commande publique* ». Avec le silence complice du ministre…

Impayable gratuité

Sarko a tenu sa promesse de campagne : la gratuité de l'entrée aux musées aux moins de 25 ans. Dès le 1er août 2007, il a demandé à Christine Albanel de la mettre en musique. La France applaudit. Sauf, détaille la Cour, que cette générosité présidentielle « *est une mesure inutilement coûteuse dont l'efficacité tarde à se manifester* ». La faute aux musées qui truquent leurs chiffres de fréquentation, avec le seul but d'obtenir des subsides de l'Etat. Car plus les jeunes poussent la porte des musées, plus la mesure est budgétairement compensée. D'où la tentation de gonfler le nombre d'entrées de ces jeunes visiteurs. En 2009, la gratuité aura ainsi coûté au budget de l'Etat plus de 23 millions. Un gag impayable.

Didier Hassoux

Plus de public, plus de sous

IL y a foule dans les musées. En 2000, on dénombrait 17,5 millions de visiteurs. Ils étaient 28,1 millions en 2009. Grâce aux touristes, riches. Beaucoup moins aux Français, pas aisés. Ainsi, selon une étude du ministère de la Culture, « La joconde » voit-elle de moins en moins de paysans (– 3 % entre 1997 et 2008), d'ouvriers (– 7,5 %) et d'employés (– 12 %). La faute, sans doute, à une politique tarifaire qui « *a beaucoup plus obéi à l'objectif de maximisation des ressources propres qu'à une politique globale de démocratisation* ». La Cour des comptes soupçonne les musées de s'arranger entre eux pour procéder à des augmentations coordonnées du prix des billets. Le ministère laisse faire. Il est même parfois « *placé devant le fait accompli* ».

Y a-t-il un ministre Rue de Valois ?